

Lundi 13.11.2017

Centre Culturel L'Harmattan-Arts et Culture
24 Rue des Ecoles, 75005 Paris



- Séminaire - Les enjeux environnementaux en Afrique Sub-Saharienne

Programme de la journée P.2
Résumés des communications P.3-6

Programme de la journée

10h : Discours inaugural

Dimitri Uzunidis, Président du RRI

Xavier Pryen, Directeur de l'Harmattan

10h15 – 10h45 : Thème 1

Nadia Belaidi (CNRS)

« *Coopération environnementale transfrontalière et processus de réconciliation. Expérience des Peace Parks d'Afrique australe* »

10h45 – 11h15 : Débat

Modérateur – Vanessa Casadella (UPJV, Amiens)

11h15 – 11h45 : Thème 2

Lydie Cabane (CNRS, CERMES3)

« *Penser les catastrophes en Afrique : des crises aux changements environnementaux* »

11h45 – 12h15 : Débat

Modérateur – Jean Marc Touzard (Inra, Montpellier)

12h15 – 12h45 : Thème 3

Patrick Dugué (Cirad)

« *L'agroécologie, une innovation complexe à utiliser à bon escient pour améliorer les performances des agricultures familiales d'Afrique sub-saharienne* »

12h45 – 13h15 : Débat

Modérateur – Ludovic Temple (Cirad, Montpellier)

Déjeuner

14h30 – 15h00 : Thème 4

Marie Noelle Reboulet (GERES)

« *L'utilisation domestique du bois-énergie en Afrique : réduire les impacts sanitaires et environnementaux* »

15h - 15h30 : Débat

Modérateur : Sophie Boutillier (Ulco, Dunkerque)

15h30 – 16h00 : Thème 5

Abdoul Salam Bello (Banque Mondiale)

« *Réchauffement climatique, sécurité et développement en ASS. Le cas du Lac Tchad* »

16h – 16h30 : Débat

Modérateur : Antoine Mahaillet (Ulco, Dunkerque)

Résumés des communications

Thème 1 – Coopération environnementale transfrontalière et processus de réconciliation. Expérience des Peace Parks d'Afrique australe.

Nadia BELAIDI Chargée de recherches au CNRS

UMR CNRS 7206 Eco-Anthropologie et Ethnobiologie, dépt. Homme et Environnement -MNHN

En Afrique australe se développent des « parcs de la paix » (Peace Parks) dont l'objectif est, à la fois, la conservation de la biodiversité, le développement socio-économique et la promotion d'une culture de la paix. Construits sur d'anciennes zones de front, ils ont pour but la « paix par la coopération environnementale ». Ces initiatives sont un exemple original de mise en application des « parcs pour la paix ». Créée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), cette catégorie peut permettre la sauvegarde des dynamiques socio-écologiques (interactions entre les systèmes sociaux et les systèmes écologiques dans une perspective de durabilité), tout en assurant un développement des populations et Communautés locales, à partir de la promotion de la paix. Ce "modèle" de conservation présente, en effet, un potentiel de changement dans la compréhension des relations nature/société en proposant une valorisation sociale des dynamiques environnementales où la valeur d'usage, c'est-à-dire l'utilité d'un bien ou un service pour satisfaire les nécessités de la vie de chacun, pourrait être priorisée sur la valeur d'échange (la transaction dont fait l'objet un bien ou un service) privilégiée par les économies marchandes. En Afrique australe, les Peace Parks tendent à (re)construire des liens écologiques, sociaux et culturels dans le contexte et pour l'objectif de « réconciliation » de la région. L'analyse téléologique (anthropologie du droit) des instruments et modalités de construction de ces parcs transfrontaliers aidera à cerner la conception de la paix et de la justice retenue dans l'objectif de développement poursuivi ainsi que le rôle attribué à la conservation pour y parvenir. Définitions qui permettront d'approcher le sens et la portée de la démarche de coopération environnementale transfrontalière en Afrique australe.

Thème 2 – Penser les catastrophes en Afrique : des crises aux changements environnementaux.

Lydie Cabane, CNRS, CERMES3, Sociologie des organisations

Les catastrophes font de plus en plus figure d'horizon de la globalisation environnementale : inondations, tsunamis, tremblements de terre, etc. La représentation des menaces qu'elles font peser à l'échelle planétaire et leur irruption sur la scène politique se focalisent souvent sur les aspects les plus spectaculaires. Le changement climatique renforce cette focalisation sur les grands événements. En Afrique, famines, épidémies et sécheresse constituent les crises les plus médiatisées. Pourtant, les petites et moyennes catastrophes causent un impact quotidien beaucoup plus important et témoignent de crises environnementales. La communication reviendra sur le développement des politiques de prévention des catastrophes, les travaux scientifiques en Afrique visant à mettre à nu les vulnérabilités due au développement et la question environnementale, et leur insertion espace politique transnational.

Thème 3 – L'agroécologie, une innovation complexe à utiliser à bon escient pour améliorer les performances des agricultures familiales d'Afrique sub-saharienne.

Patrick Dugué, UMR Innovation, Agronome CIRAD, Montpellier France

L'agriculture et l'élevage n'ont pas toujours cohabités facilement avec les politiques et programmes de protection de l'environnement en Afrique sub-saharienne. Ces deux secteurs d'activité qui mobilisent plus de la moitié de la population active du continent, ont souvent été considérés comme des « destructeurs » de l'environnement. D'une part le surpâturage, la trop forte densité de bétail et la divagation des animaux d'élevage sont des facteurs de dégradation importants de la strate arborée, de la végétation herbacée et des sols, d'autre part l'agriculture reposant traditionnellement sur la pratique de la défriche brûlis est aussi souvent considérée comme un facteur de dégradation de ces ressources naturelles. Plus récemment certains écologues, nutritionnistes et agronomes ainsi que des consommateurs ont souligné l'usage excessif et non approprié des intrants chimiques en agriculture et en particulier pour les cultures maraichères. La qualité sanitaire des légumes et les impacts des systèmes de production maraichers sur l'environnement sont de plus en plus souvent questionnés. L'ensemble de ces évolutions négatives en terme économique, sanitaire et écologique a amené certains acteurs de la recherche et de la société civile (ONG, associations de consommateurs...) à proposer le concept de l'agro-écologie pour imaginer, concevoir et diffuser des modèles de production agricole plus respectueux des humains et de leur environnement naturel. Ces acteurs intervenant en Afrique sub-saharienne ont été fortement influencés par les mouvements de l'agro-écologie implantés de longue date en Amérique latine et plus récemment en Europe. L'agro-écologie, comme base d'un développement agricole et rural durable, a aussi été mobilisée par les communautés scientifiques travaillant dans les pays du Sud et plus récemment par la FAO qui souhaite la promouvoir sur toute la planète.

Cette communication a pour objectif de proposer un cadre de raisonnement de la transition agro-écologique des systèmes de production agricole en Afrique sub-saharienne. Si l'agroécologie est considérée aujourd'hui comme une nouvelle discipline scientifique, donc suffisamment générique pour concerner toutes formes d'agriculture, sa mise en œuvre concrète par les paysans et les éleveurs nécessite de prendre en compte les spécificités locales et les priorités politiques des Etats concernés. Notre propos s'appuiera sur trois types de situation agraire : les systèmes semi-intensifs des zones cotonnières, les systèmes maraichers périurbains et les systèmes extensifs (en capital) des zones semi-arides d'Afrique subsaharienne, plus particulièrement d'Afrique de l'ouest. Pour ces 3 situations nous discutons de l'intérêt pour les producteurs, leurs organisations et les Etats de s'intéresser au concept d'agro-écologie et comment le mobiliser pour répondre à leurs attentes. Dans une seconde partie nous analyserons les processus d'innovation observables dans les communautés professionnelles où l'agro-écologie est promue. Nous considérons que l'agro-écologie modifie ces processus car elle ne renvoie plus à une approche normative de diffusion de normes techniques mais plutôt au renforcement des capacités des producteurs pour mieux gérer leur exploitation agricole et les écosystèmes associés. Enfin, nous discuterons de la nécessité pour chaque communauté de producteurs localement, pour chaque région et chaque pays de construire les innovations techniques et organisationnelles nécessaires à cette transition agroécologique, qui leur soient adaptées et spécifiques pour être efficaces et performantes.

Thème 4 – L'utilisation domestique du bois-énergie en Afrique : réduire les impacts sanitaires et environnementaux

Marie Noelle Reboulet (GERES- Groupe Energies Renouvelables, Environnement, Solidarités)

Plus de 2.7 milliards de personnes cuisinent avec la biomasse de manière traditionnelle (y compris Inde et Chine). En Afrique subsaharienne, le bois, transformé ou non en charbon, fournit 80% de l'énergie domestique (IEA). La cuisson est longue et la combustion, souvent inefficace, produit une grande quantité de fumées et de gaz toxiques qui provoquent des dommages respiratoires, cardiaques et oculaires chez les femmes et les jeunes enfants. Cette combustion inefficace de biomasse ligneuse est responsable d'infections respiratoires aiguës provoquant plus de 600000 morts prématurées par an (OMS). Plus que le paludisme.

Dans les années 1970, face à la crise énergétique et à la sécheresse au Sahel, des cuiseurs économes en bois, dits « foyers améliorés », sont introduits par des projets de développement, sans parvenir à une échelle significative. Depuis les années 2000, on observe un renouveau des projets de foyers améliorés intégrant les préoccupations climatiques et sanitaires. Avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs comme la GACC (Global Alliance for Clean Cookstoves), le programme ACCESS de la Banque Mondiale et des entreprises industrielles.

Cette question est souvent abordée par les aspects technico-économiques : forme, dimensions, matériaux pour optimiser l'efficacité énergétique, la réduction des fumées et le prix, ces trois objectifs pouvant être contradictoires. Toutefois, l'efficacité de ces foyers n'est acquise que par une adaptation à chaque situation locale. C'est dans les cuisines que tout se joue ! Les femmes sont un « point de passage obligé », sans lesquelles les cuiseurs ne sont pas utilisés.

Les préoccupations liées à l'utilisation de la biomasse demeurent d'une grande actualité, les enjeux de l'utilisation de cuiseurs améliorés en Afrique seront analysés en se fondant sur les actions et les études récentes conduites par l'ONG GERES complétées par les travaux d'autres organisations.

La proposition de présentation repose sur une articulation entre le changement climatique, les questions de sécurité et développement en Afrique subsaharienne.

Dans une première partie, nous pouvons décrire la situation autour du Lac Tchad dont l'assèchement fait le lit du groupe terroriste Boko Haram. La conjonction de changements climatiques, de sécheresse et d'utilisation inefficace des ressources a entraîné une réduction de 90% de la superficie du Lac Tchad, passant de près de 25 000 kilomètres carrés (environ la taille de l'état du Maryland) en 1963 à moins de 1500 kilomètres carrés en 2001. Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la violence de Boko Haram a déplacé plus d'un million de personnes autour du lac Tchad. Le partage de ressources limitées provoque souvent des frictions et même des violences entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées. La gestion des ressources du Lac Tchad est assuré par la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), institution qui a été créée en 1964. Malheureusement, depuis sa création, la CBLT a éprouvé des difficultés à mobiliser des ressources adéquates pour mener à bien sa mission.

La seconde partie de la présentation pourra la question du leadership africain au plan politique, économique et social. Les échecs des sommets internationaux pour le lac Tchad seront soulignés. On pourra également s'interroger sur l'efficacité des institutions sous régionales ad-hoc (Commission du Bassin du Lac Tchad par exemple) qui sont créées, leurs rapports avec les Etats, les Communautés Economiques Régionales et les sociétés civiles. Enfin, nous pourrions tenter une analyse du retrait des Etats Unis de la COP21 pour nous interroger sur à nous interroger sur la question des engagements internationaux, leur degré de fiabilité et la nécessité pour l'ASS de s'approprier pleinement la question environnementale.

--

Notice biographique

Abdoul Salam Bello est nigérien. Actuellement conseiller auprès de l'administrateur des pays africains du groupe II à la Banque mondiale, il est également Visiting Fellow au Centre africain (Africa Center) du Think Tank Atlantic Council à Washington, après avoir débuté sa carrière à la Banque islamique de développement à Djeddah (Arabie Saoudite) et exercé comme directeur de cabinet du secrétaire exécutif de l'agence du NEPAD à Midrand (Afrique du Sud). Ingénieur en télécommunications (Université de Toulon et du Var), il est aussi titulaire d'un mastère spécialisé en gestion des risques internationaux (HEC Paris, France), d'un master 2 recherche en gestion des activités internationales (Université Lyon III) et d'un master 2 en diplomatie et négociations stratégiques (Université Paris XI Orsay, France). Titulaire d'un certificat en stratégie de l'École militaire de Paris et d'un certificat en Senior Managers in Government de la Harvard Kennedy School, il est l'auteur d'articles sur les thématiques de l'intégration régionale, du développement des infrastructures, du changement climatique, etc.

Abdoul Salam Bello vient de publier un essai intitulé *La régionalisation en Afrique* chez L'Harmattan.

Lundi 13.11.2017

Centre Culturel L'Harmattan-Arts et Culture
24 Rue des Ecoles, 75005 Paris



Liste des participant(e)s

Abdoul Salam Bello (Banque Mondiale)

Nadia Belaidi (CNRS)

Sophie Boutillier (Ulco, Dunkerque)

Lydie Cabane (CNRS, CERMES3)

Vanessa Casadella (UPJV, Amiens)

Patrick Dugué (Cirad)

Antoine Mahaillet (Ulco, Dunkerque)

Xavier Pryen, Directeur de l'Harmattan

Marie Noelle Reboulet (GERES)

Ludovic Temple (Cirad)

Jean Marc Touzard (Inra, Montpellier)

Dimitri Uzunidis, Président du RRI

Contacts

Vanessa Casadella

vanessa.casadella@u-picardie.fr